



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

25/06/2026

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 285 du 25 juin 2026**

Édito :

Le patronat par la voie du Medef vient de donner ses instructions¹ au futur " fonctionnaires du capital²", ceux qui de la base au sommet de l'État et de la société travaillent pour assurer les conditions de la valorisation et de l'accumulation du capital. Les consignes sont simples : faire baisser le prix de la force de travail en particulier, en faisant baisser les cotisations sociales, en augmentant l'impôt le plus injuste, la TVA sans oublier, bien entendu, le travailler plus et plus longtemps. Face à ces instructions du capital tous les candidats, rappelons qu'aucun d'entre eux ne remettant en cause le mode de production capitaliste et ses exigences, s'évertuent à se positionner afin de capter des "parts de marché électoral", leur donnant une légitimité à être les futurs "fonctionnaires du capital". Pendant ce temps, les mesures anti-sociales, la chute du pouvoir d'achat, les conditions de travail, l'emploi..."tombent comme à Gravelotte³". L'urgence est donc d'abord la lutte, tous ensemble et en même temps, pour faire reculer la politique du capital, c'est de travailler d'arrache-pied à la reconstruction d'un syndicalisme de classe et d'un parti révolutionnaire. S'éloigner de cette double besogne, ce serait au fond laisser le terrain libre au capitalisme lui permettant de poursuivre son œuvre mortifère de destruction de l'Humanité.

Sommaire :

Luttes

- *Talogic (Saint-Étienne) : les salariés en grève pour les salaires : "Le SMIC va nous rattraper"***
 - *Airbus : FO, CFDT, CFE CGC votent trois accords bien loin des revendications des grévistes***
 - *Châtellerauld (Indre) : nouvelle mobilisation des agents territoriaux pour des hausses de salaires et des emplois***
 - *Salaires : la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie, FTM-CGT a demandé à l'UIMM⁴ de convoquer, dans les meilleurs délais, une réunion de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation***
 - *Poissy ne doit pas fermer***
 - *La mobilisation de tous a payé !***
 - *Grève chez Flauraud (Clermont-Ferrand) : le distributeur de pièces automobiles licencie et veut fermer neuf magasins***
 - *Ardon (Loiret), les salariés d'IKEA en grève pour dénoncer le manque de personnel***
 - **Sens : débrayage chez Technip FMC pour protester contre le plan de licenciements***
 - *L'entreprise agroalimentaire Roquette dans le Nord prévoit 310 suppressions de postes en France***
 - **Haute-Vienne, les employés de Legrand manifestent contre les fermetures d'usine***
 - *Les salariés d'AGIR à Dom en grève à Meylan (Isère)***
 - *Tarn-et-Garonne : les salariés du SEHOC appellent à l'action avec la CGT et la CFE-CGC***
 - *A Plestin-les-Grèves, 80 % des salariés du Super U débrayent***
 - *Cession du BHV Marais : les représentants du personnel dénoncent les "incertitudes" du projet de reprise***
 - *Les facteurs de retour sur le piquet de grève ce lundi matin à Saint-Nazaire***
 - *Grève à l'usine Saint-Gobain Glass***
 - *" Emplois, salaires, services publics, stoppons la régression sociale ! ", lance la CGT des Territoriaux du pays de Fougères (Ille-et-Vilaine)***
 - *Journée de mobilisation chez le fabricant de matériel électrique Legrand***
 - *Airbus face à une mobilisation contre la réduction du télétravail.***
- Économie ; dossiers**

- **Réseaux électriques dans le sud-ouest : le service public de l'énergie sous haute tension**
- *Trois régions s'allient pour soutenir les PME de la défense**
- *Le groupe de presse EBRA⁵ va supprimer 366 postes dans des journaux de l'Est de la France**
- *Ouverture à la concurrence du réseau bus francilien : des opérateurs organisent le contournement de la loi ! la CGT-transports alerte !**
- *Allemagne : l'emploi dans l'industrie décroche**
- *Économie Sociale et Solidaire (ESS) en danger**
- *Les nombres de jeunes diplômés en recherche d'emploi est au plus haut**
- *L'appétit des marchés et les immenses levées de fonds qu'il produit**
- *Records de défaillances d'entreprises**
- *67% des apprentis font des heures supplémentaires**

International ; Solidarité internationaliste

- **Grand rassemblement du KKE⁶ pour le centenaire de la naissance de Fidel Castro et en signe de solidarité avec Cuba**
- *France : Solidarité avec Cuba ; brisons le blocus**
- *FSM : journée mondiale contre le travail des enfants 2 026**
- *Bangladesh grèves**
- *Grèves en Corée du Sud**
- *Fin de la grève à l'aéroport de Mayotte**

Luttes

Talogic (Saint-Étienne) : les salariés en grève pour les salaires : "Le SMIC va nous rattraper"

Les salariés de Talogic, plateforme logistique du groupe Despinasse à la Talaudière, près de Saint-Étienne, sont en grève. Ils réclament une revalorisation salariale. Dans un communiqué, l'Union Régionale Agro-alimentaire et Forestière Rhône-Alpes, indique: "l'inflation continue de peser sur le pouvoir d'achat, la direction propose seulement 1,2 % d'augmentation". Pendant ce temps, selon l'USRAF CGT Rhône-Alpes, la filiale Talogic a fait un "pognon de digue". En trois ans les Despinasse se sont versés 116 millions d'euros de dividendes.

La question salariale est plus que jamais à l'ordre du jour. Les négociations salariales NAO se sont traduites par des augmentations se situant en moyenne au dessous de l'inflation, signifiant une baisse relative des salaires. De plus l'augmentation mécanique du SMIC du fait de l'inflation, mais au dessous de celle-ci, percute la situation de millions de salariés dont les salaires non indexés se retrouvent au dessous du SMIC. Cette situation est vraie dans le public comme dans le privé et entraîne un appauvrissement des salariés concernés. Dans ces conditions ce n'est pas étonnant, s'expriment des revendications de revalorisation des salaires. Dans notre édito de la semaine dernière, nous avons souligné :la nécessité de faire naître et grandir un tous ensemble revendicatif sur les salaires.

Airbus : FO, CFDT, CFE CGC votent trois accords bien loin des revendications des grévistes

Lors de la réunion de négociation du 12 juin à Toulouse entre la direction d'Airbus France et des syndicats de l'entreprise trois accords, issus des négociations ont été soumis au vote.

***Accord sur le supplément de participation pour 2025** concernant le versement d'une prime de 500 euros proposé par la direction pour compenser l'amputation de 2.400 euros de la prime par rapport à l'année précédente et qui avait déclenché un mouvement de grève inédit à Airbus (cf. Résumé des questions économiques et sociales n°279 et 284). L'Accord a été voté par **FO, CFE CGC CFTC**, en signant ces syndicats détournent de la vraie question : celle de l'augmentation générale des salaires. Une prime ponctuelle d'un montant jugé insultant par les travailleurs ne remplace pas une augmentation des salaires exigée par les grévistes.

***Accord supprimant le mécanisme de plafonnement**, seul accord voté par la **CGT** avec les autres syndicats. Le plafonnement avait été créé en 2012 par FO, la CFDT, CGC CFE, CFTC, pour « limiter la redistribution des richesses créées par l'entreprise » (FO).

***Accord de groupe sur la participation pour 2026**. Voté par **FO, CFDT, CGC CFE, CFTC** « Accord qui contient un critère de plafonnement de distribution abaissée de 17% à 9% de la masse salariale ce qui constitue un plafond qui pourrait produire les mêmes effets que l'accord de plafonnement de 2012 » (CGT)

La CGT revendique : Une augmentation générale des salaires a minima au niveau de l'inflation

Une enveloppe supplémentaire pour le déroulement des carrières a minima 1,8% au-dessus de l'inflation.

Les « syndicats de l'entente » fidèles à leur politique de dialogue social et alliés inconditionnels de la direction, par la signature de ses accords pense avoir coupé les pattes à la mobilisation des salariés. Ces débuts de lutte à Airbus ont fait prendre conscience que ce n'est pas en se couchant devant le patronat que les travailleurs obtiendront de véritables avancées mais en créant un rapport de force qui fera céder le patronat.

Châtelleraut (Indre) : nouvelle mobilisation des agents territoriaux en faveur des hausses de salaires et des emplois

La 9 juin, la CGT a appelé à une nouvelle mobilisation devant la mairie de Châtelleraut pour réclamer une revalorisation des salaires des agents de la fonction publique, et des effectifs plus stables. La colère des salariés est d'autant plus forte que les nouveaux élus à la mairie se sont octroyés des indemnités en hausse⁷. Lors du rassemblement, les manifestants ont dénoncé les conditions de travail des agents et réclamé notamment des augmentations de salaires. Les effectifs sont aussi de plus en plus tendus, selon une responsable syndicale, entre les départs non remplacés et les arrêts maladie. "On demande la titularisation des contractuels de plus en plus nombreux dans les équipes cela a un impact sur la qualité du service public rendu aux usagers.

Salaires : la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie, FTM-CGT a demandé à l'UIMM⁸ de convoquer, dans les meilleurs délais, une réunion de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation

Par un courrier du 2 juin, la FTM-CGT a demandé à l'UIMM de convoquer, dans les meilleurs délais, une réunion de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation.

Cette demande fait suite à l'augmentation du SMIC de + 2,41 % au 1er juin 2026, à la situation importante d'inflation des prix à la consommation et au niveau des grilles de salaires dans les entreprises de la branche.

Pour la FTM-CGT, il est urgent d'engager une négociation au sujet de :

- La révision des Salaires Minima Hiérarchiques (SMH) de la convention collective par niveau de classification ; deux niveaux de groupe et de classe d'emplois se retrouvent de nouveau en-dessous du SMIC

- Les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes au regard de ces minima.

Dans son courrier, la FTM-CGT note : "L'UIMM a contacté la CGT suite à notre courrier pour nous proposer une réunion de négociation le jeudi 2 juillet, date à laquelle, nous nous serions rendus bien évidemment disponibles, au-delà des multiples contraintes actuelles, notamment dues aux nombreux PSE en cours.

L'UIMM a fait la même démarche auprès des autres syndicats de la branche : CFDT, CFE-CGC et FO. Ceux-ci n'ont donné aucune disponibilité à l'UIMM avant septembre !

Cette attitude reflète une distorsion des priorités pour certains, au regard de la demande de la CGT Métallurgie (ils ont été également destinataires du courrier en même temps que l'UIMM).

Le signal envoyé à l'UIMM est clair, une réouverture des négociations sur les Salaires Minima Hiérarchiques (SMH) dans la branche, n'est finalement en rien une priorité du moment pour eux !

Une fois arrivé à mi-septembre, nous ne serons plus qu'à 3 mois de la fin de l'année, et donc de la première réunion de négociation des minima 2027. La revalorisation des SMH 2026 perdrait beaucoup de son intérêt.

La FTM-CGT revendique pour 2026, un début de grille (A1), à 2 060 € Brut/mois !

Pendant ce temps, les travailleurs de la métallurgie subissent de plein fouet le retour de l'inflation. Les prix de l'alimentation, de l'énergie, des assurances, des loyers, ou encore des transports, continuent d'augmenter pendant que les salaires, eux, stagnent ou progressent beaucoup trop lentement.

La FTM-CGT continuera d'alerter et de demander le plus rapidement possible, la réouverture des négociations sur les Salaires Minima Hiérarchiques (SMH), car cela permettra également d'aider les salariés dans les entreprises, pour obtenir la réouverture des négociations salariales au vu du poids de l'inflation de ce 1^{er} semestre pour les ménages. Il est donc urgent de se préoccuper de l'augmentation des salaires et des pensions. Pour la FTM-CGT, l'augmentation des salaires reste une priorité !"

Poissy ne doit pas fermer

Plus de 300 salariés se sont rassemblés le 16 juin devant Stellantis Poissy à l'appel de l'intersyndicale CGT et UNSA exigeant le maintien du site et de ses emplois. Aux côtés des salariés de Stellantis, toute la filière automobile était présente et mobilisée : Valeo, Renault, Renault Cléon, Forvia, Ampère, PSA, ainsi que l'UD CGT 78, la Fédération CGT de l'Énergie et l'Union Départementale Santé et Action Sociale des Yvelines. La fermeture de Poissy serait un nouveau coup porté à l'industrie, à l'emploi et au territoire. Derrière ce site, des milliers d'emplois directs et indirects, des savoir-faire et tout un tissu industriel sont menacés, alors que le site pourrait produire un petit véhicule électrique ou hybride abordable et répondant aux besoins des citoyens. La mobilisation continue afin de défendre l'avenir de Stellantis Poissy et de toute la filière automobile.

Forvia (Doubs), la mobilisation a payé !

Grâce à la détermination des salariés et à la mobilisation engagée ces derniers jours, la direction a fait de nouvelles propositions salariales.

- Augmentations Générales : +6,9 % rétroactif au 1er janvier 2026

- Prime exceptionnelle : 2 500 € brut versée fin juin 2026

- Prime de vacances portée à 1 850 €

C'est le résultat de la mobilisation des salariés qui ont fait entendre leur voix avec force et détermination.

Grève chez Flauraud (Clermont-Ferrand) : le distributeur de pièces automobiles licencie et veut fermer neuf magasins



Basé à Clermont-Ferrand, le distributeur de pièces automobiles Flauraud (fondé en 1931) organise un plan de 112 licenciements sur 309 salariés à travers la France. La direction programme également la fermeture de neuf magasins dont trois en Auvergne. Les salariés de l'entreprise sont en grève depuis mercredi 17 juin. Cette restructuration s'engage après le rachat en début d'année par Fair Cap, un fond d'investissements. Si les salariés s'inquiètent d'une désorganisation engendrée par ces suppressions de postes, notamment sur la plateforme logistique réapprovisionnant les magasins du groupe, le délégué du personnel CGT semble s'en tenir à une gestion à minima des licenciements. C'est du moins ce que rapporte ICI Rhône-Alpes⁹ : "Ceux qui vont rester, on veut qu'ils aient des conditions de travail acceptables" "Quand on enlève vingt-huit salariés sur une plateforme logistique qui en compte aujourd'hui soixante, c'est des conditions de travail dégradées." Avec, derrière, un impact sur les magasins estime le responsable syndical qui lors des négociations se poursuivant avec la direction, espère faire encore baisser le nombre de licenciements et améliorer les conditions de départ de ceux qui perdront leur poste.

Ardon (Loiret), les salariés d'IKEA en grève dénonçant le manque de personnel

Au magasin IKEA d'Ardon, près d'Orléans, plus de 80% des salariés se sont mis en grève. Ils dénoncent un manque de personnel qui perdure depuis de nombreux mois. Arrêts maladie non-remplacés, turn-over constant. En plus des arrêts maladie non-remplacés, l'intersyndicale se plaint d'un turn-over constant, "aux alentours des 40%" selon la CFE-CGC. Selon un délégué de l'UNSA, c'est impossible de tenir les cadences par manque de personnel et il affirme qu'il faut embaucher.

Sens : débrayage chez Technip FMC afin de protester contre le plan de licenciements

La majorité des salariés de Technip FMC¹⁰ présents mercredi 17 juin 2026 sur le site de Sens (Yonne), ont cessé le travail une heure à l'appel de deux syndicats (CFE-CGC et CGT). Ils protestaient contre le calendrier imposé par leur direction dans le cadre du plan de licenciements. Les salariés, protestaient contre le calendrier imposé par leur direction dans le cadre du PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) annoncé le 28 mai 2026 aux organisations syndicales. Ce plan prévoit la suppression de 60 des 77 postes rattachés au site de Sens et la fermeture des locaux sénonais. Les 17 postes restants étant, soit déjà installés physiquement ailleurs, soit rapatriés sur le site de La Défense, dans les Hauts-de-Seine. Concernant le délégué syndical CFE-CGC : "Cela a assommé tout le monde" et d'ajouter : "Cette année nous avons reçu un salaire et demi d'intéressement, le groupe réalise 17 milliards d'euros de chiffre d'affaires par an. Sur les 1,7 milliard de bénéfices, le groupe a reversé un milliard aux actionnaires, au lieu de le réinjecter dans l'entreprise".

Après avoir délocalisé la production en 2017 de Sens vers Singapour, il y a un an et demi, Technip FMC a renvoyé le site de production à Abu Dabi (Émirats arabes unis) et a commencé à confier à ce site, des contrats jusqu'ici gérés à Sens. Une délocalisation qui va frapper de plein fouet des salariés souvent installés de longue date à Sens.

L'entreprise agroalimentaire Roquette dans le Nord prévoit 310 suppressions de postes en France

La direction du groupe agroalimentaire Roquette¹¹ a présenté, le mercredi 17 juin, un projet d'évolution de son organisation en France. Ce projet qui prévoit la suppression de 310 postes dans le pays, et la création de 89 nouveaux postes aura pour conséquence des licenciements. le syndicat CFDT de l'entreprise estime que : "Nos emplois ne sont pas une variable d'ajustement". Ce syndicat organise une assemblée générale le 23 juin et appelle à la grève pour le même jour, à Lestrem : "La reprise de la production aura lieu ou pas, à l'issue de notre assemblée".

Haute-Vienne, les employés de Legrand manifestent contre les fermetures d'usine

Le 22 juin, les salariés et intérimaires de Legrand se sont rassemblés à la mi-journée devant le site de production de Châlus, au sud de Limoges. Il y avait en soutien, des salariés de la zone commerciale voisine. Tous sont venus protester contre la fermeture de quatre usines Legrand à travers la France : Pont-en-Royans

(Isère), Lagord (Charente-Maritime), Confolens (Charente) et Châlus. La CGT dénonce une logique de désindustrialisation.

Les salariés d'Agir à dom en grève à Meylan (Isère)

En grève pour la première fois de leur histoire, ils demandent une revalorisation de leur salaire et contestent la refonte de plusieurs postes. un représentant CGT déclare : *"Ca fait plus de 10 voire 15 ans que nos salaires n'ont pas été augmenté"*. Rentré dans l'entreprise il y a 4 ans, ce salarié percevait alors 168 euros de plus que le SMIC. Mais avec les revalorisations automatique du salaire minimum, ce logisticien ne perçoit maintenant que 28 euros de plus.

Tarn-et-Garonne : les salariés du SEHOC appellent à l'action avec la CGT et la CFE-CGC

Le lundi 29 juin 2026, pour la SEHOC, c'est de nouveau jour d'audience dans le cadre de la procédure en redressement judiciaire. Le plan de retour à l'équilibre de la SEHOC a été présenté au Conseil départemental du Tarn-et-Garonne. Ce dernier a émis un avis défavorable sur ce plan et sur les possibilités pour les financeurs d'absorber le niveau de la dette de la SEHOC sur 10 ans. Nous entrons donc dans une phase de liquidation et de cession. Cette audience est cruciale !

Nous salarié.e.s de la SEHOC restons engagé.e.s au quotidien dans chaque service et établissement pour assurer au mieux nos missions de service public, malgré un contexte anxiogène et fortement dégradé. Nous ne sommes pas responsables de la gestion calamiteuse de notre association et de ses finances, ni du sous-financement public. Et pourtant, nous subissons de fait :

- la dégradation de nos conditions de travail
- l'incertitude et l'anxiété pour nos salaires et nos emplois
- l'inquiétude pour les enfants et les familles

L'audience du 29 juin ne doit pas servir :

- à justifier un plan social
- à entériner des suppressions de postes
- à faire porter la responsabilité aux travailleur.euse.s

L'audience du 29 juin doit être l'occasion :

- d'exiger des moyens à la hauteur des missions qui nous sont confiées
- d'imposer la transparence et la prise en considération de notre expertise et de nos voix
- de défendre notre outil de travail et chaque emploi

Le syndicat CGT Sauvegarde de l'Enfance Haute-Occitanie et la CFE-CGC appellent l'ensemble des salarié.e.s de la SEHOC et des citoyen.ne.s inquiet.e.s du devenir de la protection de l'enfance dans le 82 à se mettre en grève et à se mobiliser : Lundi 29 juin 2026, dès 8h30, Tout.e.s mobilisé.e.s devant le Tribunal Judiciaire.

À Plestin-les-Grèves, 80 % des salariés du Super U débrayent

Une cinquantaine de salariés du Super U de Plestin-les-Grèves (Côtes-d'Armor) ont cessé le travail pendant une heure dénonçant une dégradation des conditions de travail.

Cession du BHV Marais : les représentants du personnel dénoncent les "incertitudes" du projet de reprise

Les représentants du personnels du BHV Marais dénoncent les *"incertitudes"* du projet *"de reprise et de relance"*, après l'annonce de céder le fonds de commerce à *"l'équipe dirigeante"* du grand magasin parisien. Dans un communiqué, la CFDT, la CFTC-CSFC, la CGT, Sud Solidaires et la CFE-CGC demandent *"des réponses claires sur de nombreux enjeux essentiels pour la pérennité de l'entreprise"*, comme les *"modalités de financement"*, les *"dettes qui seront reprises par la nouvelle structure"*, les *"surfaces exploitées"* ou les *"partenaires financiers ou commerciaux"*.

Les facteurs de retour sur le piquet de grève ce lundi matin à Saint-Nazaire

Face à une direction de La Poste « restant sourde », les facteurs du centre de tri de Saint-Nazaire étaient encore en grève lundi 22 juin 2026 au matin. Après une semaine de mouvement soutenu par Sud PTT et la CGT, ils réclament toujours des moyens.

Grève à l'usine Saint-Gobain Glass

L'usine Saint-Gobain Glass d'Aniche/Émerchicourt est en grève à l'appel lancé par la CGT dans l'ensemble des sites du groupe, afin de rouvrir les négociations salariales. A suivre.

"Emplois, salaires, services publics, stoppons la régression sociale !", lance la CGT des Territoriaux du pays de Fougères (Ille-et-Vilaine)

Mairie de Fougères (Ille-et-Vilaine), La CGT appelle les 400 agents à débrayer le 25 juin pour : *« une augmentation immédiate du point d'indice et de notre IFSE (indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise) », mais aussi des « moyens humains à la hauteur d'un service public, par des créations de postes et*

la titularisation des agents contractuels », ou encore une meilleure « condition, protection, équité et égalité de traitement pour tous ».

Journée de mobilisation chez le fabricant de matériel électrique Legrand

La direction du groupe avait annoncé début juin la fermeture de quatre sites en France, dont celui de Chalus en Haute-Vienne. Le fabricant de matériel électrique a annoncé le regroupement de ses activités et la fermeture progressive de ses sites de Pont-en-Royans (Isère), Lagord (Charente-Maritime), Confolens (Charente) et Châlus (Haute-Vienne). Un PSE prévoyant la suppression de 178 postes d'ici fin 2028. "On est dans une logique de désindustrialisation de la France" a dénoncé ce lundi matin sur ICI Limousin Lionel Guy de la CGT Legrand, "il faut stopper cette hémorragie, ce n'est plus possible de voir tous nos sites fermés les uns après les autres".

D'autant que "ces sites sont rentables", a-t-il poursuivi. "Après, ils ne sont jamais assez rentables pour nos actionnaires, mais ce sont des sites qui fonctionnent très bien, qui ont fait leurs preuves depuis de très nombreuses années, avec des salariés impliqués, et aujourd'hui c'est toute l'incompréhension des salariés face à cette décision". Pour Lionel Guy, "une usine, elle ne produit pas que des dividendes, elle produit aussi des biens, des savoir-faire, des emplois, elle crée de la valeur parce qu'il y a des hommes et des femmes qui y travaillent, ils innovent, ils fabriquent et transmettent leurs compétences et aujourd'hui, rester dans cette logique continue de délocaliser pour aller toujours au moins cher, pour toujours être de plus en plus rentable pour nos actionnaires, il faut inverser cette tendance aujourd'hui, on le voit", a-t-il encore estimé. Legrand champion de l'équipement électrique, coté au CAC40 au chiffre d'affaires de 10 milliards d'euros, au bénéfice net de 1, 2 milliards d'euros en 2025, une croissance de 10 à 15% en 2026. Son but : accroître toujours plus sa compétitivité et ses profits. Il vient d'investir 1 milliard de dollars en rachetant Avtron Power Solutions, une société américaine en pointe dans le secteur des data centers, mais aussi dans le domaine de l'Intelligence Artificielle, deux domaines promis aux profits plus juteux ou plutôt « Miroir aux alouettes »

Airbus face à une mobilisation contre la réduction du télétravail

Le constructeur aéronautique est confronté à une contestation sociale croissante après l'annonce d'un durcissement des règles de présence sur site.

La CGT Airbus annonce qu'un nouveau rassemblement est prévu le 25 juin à Blagnac afin de protester contre la réduction du télétravail au sein du groupe. Après une première mobilisation ayant réuni plus de 100 salariés le 18 juin et donné lieu à des mouvements de grève, le syndicat entend amplifier la contestation et appelle à une intersyndicale.

Au cœur du conflit figure un courrier adressé le 9 juin par le président exécutif Guillaume Faury aux salariés, et une réduction de 50% du télétravail autorisé par l'accord sur la Qualité de Vie et les Conditions de Travail (QVCT). Des consignes, assure la CGT ont été transmises aux managers afin d'imposer un retour à quatre jours sur site à compter du 1er septembre.

Les salariés dénoncent notamment la saturation des infrastructures, des parkings aux cantines, ainsi que l'impact de la mesure concernant leur organisation personnelle. La CGT appelle les salariés d'Airbus Commercial Aircraft, ATR et Airbus Atlantic à Toulouse à se mobiliser pour préserver deux jours de télétravail hebdomadaires.

Dossiers ; Économie

Réseaux électriques dans le sud-ouest : le service public de l'énergie sous haute tension

Les traders spéculent, pendant cela, les producteurs privés accumulent des profits, les agents d'Enedis quant à eux gèrent les incohérences et les dysfonctionnements du marché et une politique énergétique, sans maîtrise publique réelle, tout aussi incohérente.

Les agents subissent cette crise systémique, avec des réseaux poussés à leurs limites et un système électrique de plus en plus fragile et instable.

Le réseau électrique est sacrifié sur l'autel du marché européen, il subit un effet ciseaux inédit provoqué par l'anarchie du marché. L'Espagne injecte massivement de l'électricité solaire et éoliennes sur le réseau très haute tension, ayant comme défauts l'intermittence et le fait que cette électricité soit imposée elle est non pilotable.

L'explosion des raccordements des énergies renouvelables locales avec les parcs privés pullule sur le réseau de distribution sans réelles contraintes vis-à-vis de sa sécurité. Quand le soleil brille des deux côtés des Pyrénées, le réseau sature déstabilise la tension comme la fréquence.

Pour éviter le black-out, le RTE filiale d'EDF (gestionnaire du transport de l'électricité) est contraint à des arbitrages financiers aberrants. Limiter les échanges transfrontaliers étant hors de prix, la seule variable d'ajustement économique devient la modulation à la baisse de production des tranches nucléaires.

Pour des raisons purement financières et de rentabilité de marché, on module fortement la production de nos centrales au lieu de couper les flux spéculatifs aux frontières. C'est un non-sens industriel avec comme conséquence des risques pour l'appareil productif, idem pour la production des centrales hydrauliques.

Le RTE doit ajuster en urgence les échanges avec l'Espagne, afin de soulager les interconnexions pyrénéennes c'est une solution de marché ultra coûteuse, elle montre ses limites. Face aux inversions de flux (la production

locale HTA (haute tension) remontant vers le réseau de transport, Enedis et RTE agissent en catastrophe pour moduler la production directement au niveau des postes sources.

Concernant les électriciens de métier, fiers du service public, devoir couper de l'énergie propre en plein après-midi ensoleillé parce que les « tuyaux » sont trop petits est une aberration écologique et professionnelle.

L'électricité est un bien commun, pas une marchandise ! La CGT refuse que la transition énergétique se fasse sur le dos de la santé et de la sécurité des salariés. Le syndicat exige immédiatement des directions et du ministère :

• Une planification démocratique et une maîtrise publique des raccordements basés sur la capacité réelle des réseaux, et non sur les opportunités foncières des opérateurs privés.

• Un plan d'urgence en faveur de l'emploi statutaire

• L'ouverture immédiate d'expertise dans tous les services de conduite et d'intervention pour évaluer la charge réelle de travail afin de protéger la santé des salariés.

Le réseau de transport d'électricité tient aujourd'hui grâce à la conscience professionnelle des agents. Il est temps que les moyens alloués soient à la hauteur de notre engagement.

Ensemble, usagers, agents, défendons le service public de l'énergie !

Trois régions s'allient soutenant les PME de la défense :

À l'occasion du salon Eurosatory, la grande messe des acteurs de la défense et la sécurité, trois grandes régions ont décidé de relancer la machine à financement. Profitant du salon la Bretagne¹², l'Occitanie¹³ et la Nouvelle Aquitaine¹⁴, ont annoncé le lancement d'un premier fonds interrégional conçu pour les PME et ETI de la base industrielle et technologique et de défense (BITD).

Ce vaste ensemble regroupe neuf géants industriels (Thales, Safran, Dassault, MBDA...) et quelque 4000 PME, dont un millier considérées comme « stratégiques » selon le ministère des armées, 210 000 emplois directs et indirects dépendent du secteur, pesant 30 milliards d'euros au niveau national.

A elles seules, la Bretagne, l'Occitanie et la Nouvelle Aquitaine, poids-lourds en la matière avec l'Île de France et la région PACA, concentrent plus de la moitié de ces postes. Sur le plan politique, des trois exécutifs de gauche comptent bien défendre, à deux ans des élections régionales, leur rôle dans la stratégie de souveraineté industrielle du pays, dont Emmanuel Macron a fait le cheval de bataille de sa fin de mandat. Sur le plan économique, ils entendent aussi se positionner comme des militants d'une industrie forte, pourvoyeuse d'emplois difficilement délocalisables.

De quoi justifier cette alliance inédite pour laquelle 100 à 150 millions d'euros doivent être levés. Une enveloppe qui pourrait sembler limitée au regard du poids des trois régions, mais complètera les dispositifs existants, tout en générant « un effet de levier » auprès des acteurs bancaires et institutionnels français et européens.

Concrètement, les collectivités indiquent que le fonds devra accompagner la montée des cadences et faciliter l'innovation, en ciblant notamment l'émergence et l'industrialisation de technologies civiles et militaires.

À elle seule, l'Occitanie ne compte pas moins de 430 entreprises du spatial, de l'avionique ou des drones. C'est une centaine de moins qu'en Nouvelle Aquitaine, où la plupart des industriels sont spécialisés dans l'aéronautique, la production de missiles ou les systèmes embarqués. En Bretagne on en recense 388 exactement, dépendants de la construction navale grâce à des groupes tels, Naval Group ou Pirion, mais aussi de l'optique et de l'électronique ou de cyberdéfense.

La guerre en Ukraine a changé la donne et, après des décennies de réductions budgétaires, les pays de l'Otan entendent porter les dépenses de défense à 1,5 % du PIB d'ici à 2035. Résultat : les annonces de commandes se multiplient, rendant le secteur très attractif à l'heure où d'autres filières industrielles patinent. Mais l'eldorado n'est pas garanti avertissaient les auteurs d'une enquête menée auprès de 1700 dirigeants de PME et d'ETI, publiée en 2025.

Des fonds afin de développer des technologies de guerre, belle perspective pour la paix et le désarmement !

Le groupe de presse EBRA va supprimer 366 postes dans des journaux de l'Est de la France

Le groupe de presse EBRA a annoncé ce lundi un plan de départs volontaires visant 366 postes. Le groupe de presse détient neuf titres de la Presse Quotidienne Régionale, dont les DNA et L'Alsace, qui devraient perdre respectivement 49 et 12 postes. Les rotatives strasbourgeoises imprimant les deux titres seront réduites de moitié. Le Crédit Mutuel, gère le groupe de presse EBRA. Selon la secrétaire du CSE : "Ce plan fait la chasse à la masse salariale sans aucune vision de ce qu'est un journal, de ce que sont les enjeux démocratiques attachés à l'information. Mais, à vrai dire, pour ce qui nous concerne avec cet actionnaire là, il n'y a rien de neuf sous le soleil".

Ouverture à la concurrence du réseau bus francilien : des opérateurs organisent le contournement de la loi ! la CGT-transports alerte !

"Ouverture à la concurrence du réseau bus francilien : des opérateurs organisent le contournement de la loi ! La Fédération CGT des Transports alerte solennellement les salariés, les usagers et les pouvoirs publics sur les pratiques actuellement mises en œuvre par plusieurs opérateurs dans le cadre de l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien. Sur plusieurs réseaux issus du périmètre historique de la RATP, certaines

directions multiplient les manœuvres visant à réduire les droits collectifs et à contourner les protections prévues par le législateur. La loi encadrant le transfert des salariés est pourtant explicite. Elle prévoit le maintien des accords collectifs, des usages et des éléments de rémunération ainsi qu'une période destinée à permettre la négociation d'accords de substitution dans des conditions loyales. Or, dans plusieurs filiales, les négociations sont volontairement retardées. Cette stratégie a un objectif transparent : réduire le temps laissé aux organisations syndicales afin de négocier, affaiblir le rapport de force collectif et préparer une dégradation des conditions d'emploi et de rémunération.

Dans le même temps, la CGT constate des tentatives de remise en cause anticipée de dispositions conventionnelles, d'usages et d'éléments de rémunération celle-ci devraient pourtant être maintenus tant qu'aucun accord de substitution n'a été conclu. Les salariés ne doivent pas payer le prix d'une réforme qu'ils n'ont jamais demandée. Autorité organisatrice, donneuse d'ordres et architecte de cette ouverture à la concurrence, elle ne peut rester spectatrice face à des pratiques détournant les garanties prévues par la loi. La Fédération CGT des Transports exige l'intervention immédiate d'Île-de-France Mobilités pour faire respecter les obligations des opérateurs. La CGT prévient : les salariés ne seront pas la variable d'ajustement économique de l'ouverture à la concurrence. Toute tentative de passage en force rencontrera la mobilisation des travailleurs et de leurs organisations syndicales. Les droits sociaux ne sont ni négociables à la baisse ni sacrificiels sur l'autel de la concurrence."

Dans ce dossier, la responsabilité d'Île-de-France Mobilités est pleinement engagée. Autorité organisatrice, donneuse d'ordres et architecte de cette ouverture à la concurrence, elle ne peut rester spectatrice face à des pratiques détournant les garanties prévues par la loi. La Fédération CGT des Transports exige l'intervention immédiate d'Île-de-France Mobilités pour faire respecter les obligations des opérateurs. La CGT prévient : les salariés ne seront pas la variable d'ajustement économique de l'ouverture à la concurrence. Toute tentative de passage en force rencontrera la mobilisation des travailleurs et de leurs organisations syndicales. Les droits sociaux ne sont ni négociables à la baisse ni sacrificiels sur l'autel de la concurrence."

Allemagne : l'emploi dans l'industrie décroche

Si, à la différence de la France, l'emploi industriel s'était maintenu à un niveau élevé, la crise frappant l'industrie, en particulier due à une augmentation considérable du coût de l'énergie vient maintenant percuter violemment l'industrie allemande. Ainsi, de 2019 à 2025, l'industrie a perdu 420.000 emplois. Le poids de l'industrie manufacturière sur le marché du travail est passé de 22% en 2024 à 18,9% en 2025. Si les licenciements dans l'automobile, la chimie et la machine-outil pèsent dans le bilan, le ralentissement des embauches est le facteur principal de cette baisse. Ce n'est pas moins grave car cela souligne l'affaiblissement des capacités productives de l'Allemagne face à une concurrence active des producteurs étrangers et particulièrement chinois. La cause évoquée de ce repli est le manque d'attractivité de l'Allemagne. Pour parler plus clairement, les conditions de la valorisation du capital se sont dégradées. De ce fait, la pression monte du côté des capitalistes pour réduire le prix de la force de travail, les idéologues de la bourgeoisie résumant ceci: revenir sur les conquêtes sociales des travailleurs et en particulier en "réformant " le système de retraite. Cette situation entraîne aussi une agressivité plus grande du capitalisme allemand militant pour un réarmement qui lui donne un poids plus important au sein du système impérialiste.

Économie Sociale et Solidaire (ESS) en danger

Le secteur est en crise et disparaît dans certaine région, comme en Normandie, la chambre de l'ESS est liquidée.

Toutes les régions sont en tension et la mise en place d'un plan social indirectement créé par les restrictions budgétaires, l'inflation des charges et la baisse des moyens des Chambres régionales de l'ESS crée des mises en redressement ou en liquidation de certaines entreprises.

En dépendant de commandes publiques, de subventions de l'État et des collectivités, le secteur subit de plein fouet une politique de restriction et de réduction des finances publiques. La masse salariale est la première touchée et l'on constate des milliers d'emplois déjà supprimés.

Ces entreprises ou associations participant à l'économie solidaire ont une utilité sociale et écologique. Elles viennent en aide aux populations précaires.

Le gouvernement préfère augmenter le budget de l'Armée et délaisser des secteurs beaucoup plus utiles pour le pays entraînant finalement plus de chômage, de précarité et de pauvreté.

Les entreprises capitalistes n'ont pas à s'inquiéter, quant à elles, de la politique de Macron, il n'ira pas chercher l'argent dans leurs poches.

Les nombres de jeunes diplômés en recherche d'emploi est au plus haut

Dans une augmentation de 3,6 points en un an, le nombre de jeunes diplômés de grandes écoles en recherche d'emploi est arrivé à 20,5% en 2025 le plus haut score depuis 2005. L'enquête annuelle de la Conférence des grandes écoles (CGE), réalisée auprès de 210 grandes écoles en interrogeant les diplômés moins de 6 mois après l'obtention de leurs diplômes. Selon l'enquête le contexte d'emploi s'est inversé depuis 2024 en devenant moins favorable aux jeunes diplômés, la baisse d'intention de recrutement a également baissé de 7% en 2025 et de 12% en 2026. Selon l'enquête le taux net d'emploi est en recul de 4.2 points sur un an passant à 76% ce

qui en fait le taux le plus bas depuis le dernier record de 79,1% en 2021. Les effets de l'IA pourraient aussi être importants pour certains secteurs d'activités comme les écoles d'ingénieurs. Selon la CGE, le recrutement est « moins rapide » mais reste correct, 80% des diplômés trouvent un emploi en moins de deux mois après obtention de leur diplômes et 62% avant même l'obtention du diplôme. Malgré tout, le nombre de CDI a baissé de 2,6 points en un an, les femmes restent défavorisées sur le marché du travail (moins de CDI,..), et les salaires sont en recul. En plus de tout cela, le 12 juin un collectif d'élèves diplômés de Polytechnique sont intervenus durant la remise des diplômes de cette année dénonçant la formation de l'école comme étant au service des grandes entreprises « dont les activités détruisent le vivant ou alimentent les logiques de guerres ». Les étudiants ont remis en question des études les menant presque « logiquement » aux entreprises liées à l'armée, ...

L'appétit des marchés et les immenses levées de fonds qu'il produit

Dernièrement les investisseurs ont, en quelques jour seulement, investit presque 150 milliards de dollars en actions et dettes dans les grandes entreprises de l'IA, notamment la compagnie d'Elon Musk, Space X. Space X a en effet placé ses 75 milliards de dollars d'actions immédiatement à leur entrée sur le marché le 12 juin, et la demande est restée similaire dans les jours suivant. Le cours de la société a augmenté de 40% dans les séances de vendredi et lundi. L'appétit des investisseurs semble insatiable. La levée de montants tel qu'on en voit aujourd'hui semblaient impossible il y a à peine un an, pourtant aujourd'hui avec les champions de l'IA est semble devenir une sorte de norme. Amazon a levé 37 milliards de dollars en mars, Alphabet (Google) 20 milliards sur le marché américain et 40 de plus en euros, francs suisses, ou dollars canadiens tandis que Anthropic a emprunté 35 milliards sur les marchés de la dettes privés pour acheter des puces fabriquées par Alphabet. La frénésie autour de l'IA est poussée entre autres par la peur de rater quelque chose ou FOMO en anglais (Fear Of Missing Out) mais aussi parce que les investisseurs semblent avoir beaucoup d'argent à placer du fait des droits de douanes américains et des déclarations de Donald Trump. De plus le nombre de nouvelles actions émises est, depuis près de 20 ans, stagnants et les rachats d'actions par des sociétés sur le marché les ont largement dépassées. Ceci explique à la fois la frénésie mais aussi le fait que celle-ci risque de continuer pendant un certain temps.

Records de défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises : plus de 112 000 radiations enregistrées au 4e trimestre 2025, "une situation toujours très préoccupante", juge Infogreffe.

67% des apprentis font des heures supplémentaires

Les données analysées par le ministère du travail sont un peu anciennes. Elles remontent aux deux années avant la crise Covid. A l'époque, 8000 jeunes entraient pour la première fois en apprentissage avaient été sondés sur leurs conditions de travail. Les apprentis travaillent beaucoup dans leur entreprise d'accueil : 67% des apprentis déclarent faire des heures supplémentaires dont 28% souvent ou très souvent, notamment dans l'agriculture, le bâtiment et les métiers de bouche. Les heures supplémentaires ne sont pas interdites pour les apprentis, rappelle le ministère, sauf qu'elles sont très encadrées pour les mineurs. Les heures supplémentaires ne sont pas systématiquement compensées en salaire ou en temps de repos. Pour 41% des apprentis, c'est "parfois ou jamais". Ceci est illégal. Deux tiers des apprentis travaillent régulièrement ou ponctuellement sur un créneau horaire atypique : avant 7 heures le matin, après 20 h le soir, le samedi ou le dimanche. Lorsque leurs horaires varient, un tiers est prévenu le jour même ou la veille. Enfin, 8 apprentis sur 10 sont soumis à de la pénibilité physique. Ils sont principalement exposés aux fumées, à la poussière et aux températures élevées. Ces données ont été collectées il y a 7 ans, la situation a évolué depuis... en pire. Le nombre de contrats d'apprentissage a explosé et les jeunes remontent régulièrement des difficultés concernant leurs conditions de travail sur le tchat de l'association "SOS apprentis", 58 % des apprentis déclarent avoir eu une blessure ou un accident au cours de leur travail. 32 % déclarent ne pas l'avoir signalé à l'employeur. Entre 2020 et 2024, 140 jeunes de moins de 25 ans sont morts à la suite d'un accident de travail, des chiffres minorés car ils intègrent uniquement les salariés du régime général, ceux du secteur agricole, par exemple n'y figurant pas. La proposition de loi renforçant la protection des mineurs en formation professionnelle à l'Assemblée nationale a été reportée! Pas touche au patronat ! Il peut poursuivre tranquillement cette exploitation, sauf si le monde du travail et la jeunesse renverse la table.

International ; Solidarité internationaliste

Grand rassemblement du KKE pour le centenaire de la naissance de Fidel Castro et en signe de solidarité avec Cuba

De nombreux travailleurs et jeunes ont participé à l'événement organisé par le KKE pour le centenaire de la naissance du leader de la Révolution cubaine, Fidel Castro, en exigeant en même temps : l'embargo américain contre Cuba soit levé immédiatement, et Cuba retirée de la liste honteuse des États-Unis des «États soutenant le terrorisme», et le gouvernement grec et les autres partis se prononcent clairement en faveur de la fin de l'embargo.

Dimitris Koutsoumbas, Secrétaire Général du Comité central du KKE, a pris la parole lors de l'événement, tandis que l'ambassadeur de Cuba en Grèce, Aramis Fuente Hernández, a adressé un message de bienvenue.

Dans son discours, D. Koutsoumbas a fait remarquer: *«Nous sommes ici aujourd'hui pour rendre hommage à la mémoire et à l'action de l'un des grands révolutionnaires communistes du XXe siècle. Le Commandant Fidel Castro Ruz, le leader de la Révolution cubaine et du Parti Communiste de Cuba, dont on célèbre cette année le centenaire de la naissance, mais aussi le dixième anniversaire de sa perte ».*

Le KKE rend hommage à la mémoire et à l'apport historique de Fidel à la cause de la libération sociale des peuples d'Amérique latine, à la solidarité internationaliste envers les peuples en lutte, à sa contribution à l'effort de construction d'une nouvelle société, et surtout à la Révolution cubaine. La première révolution socialiste du continent américain, fut l'un des événements marquants de l'histoire mondiale du XXe siècle. Sa longue vie, digne d'un roman, fut consacrée à la lutte révolutionnaire populaire de son peuple. Le fait que Fidel Castro, en qualité de chef de la Révolution cubaine, était une bête noire et suscitait la haine des impérialistes, des exploités et des anticommunistes partout dans le monde, n'est pas dû au hasard.»

Le SG du CC du KKE a parlé en détail de Fidel Castro en évoquant les étapes clés de sa biographie, étroitement liées à la lutte du peuple héroïque de Cuba, subissant depuis des décennies l'agressivité impérialiste. D. Koutsoumbas a démonté les prétextes utilisés par les impérialistes pour s'en prendre à Cuba et a entre autres affirmé:

«Depuis la victoire de la révolution cubaine en 1959, le KKE se tient aux côtés du peuple cubain. Il n'a jamais cessé d'exprimer sa solidarité, même pendant les années difficiles de clandestinité et de dictature. Et cela continue aujourd'hui, sans rien épargner en efforts ni en sacrifices.

Avec des dizaines d'autres partis communistes et ouvriers du monde entier, nous renforçons les initiatives de soutien et de solidarité envers Cuba et tous les peuples souffrant des interventions impérialistes et des guerres. Nous soutenons les partis communistes et les peuples, car ce sont les seuls à pouvoir décider de l'avenir de leur pays. Nous soutenons la lutte commune des peuples contre la barbarie capitaliste et impérialiste, ainsi que la lutte commune pour l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Aujourd'hui, nous sommes de nouveau là, fidèles à notre devoir internationaliste, et nous le répétons : ne touchez pas à Cuba!

Qu'ils renvoient sans retour le porte-avions «USS Nimitz», envoyé dans les Caraïbes pour faire avancer leurs projets belliqueux.

Que les impérialistes américains n'osent pas attaquer l'île de la Révolution !

Nous nous opposerons à toute escalade de l'agressivité contre Cuba. Ils se heurteront aux syndicats, au mouvement de paix et anti-impérialiste, aux associations étudiantes, aux organisations de femmes et à toutes les organisations de masse qui luttent pour les intérêts des travailleurs et du peuple dans notre pays.

Nous unissons notre voix à celle du peuple et de la jeunesse cubains manifestant et affirmant haut et fort que ni les menaces, ni le blocus, ni l'embargo énergétique, ni les fausses accusations ne pourront briser leur détermination!

Nous saluons les plus de 6,2 millions de Cubains, soit plus de 80% des électeurs, qui ont récemment signé l'appel à la défense de leur patrie.

Il y a deux mois, le KKE a organisé un grand rassemblement dans le centre d'Athènes et une immense manifestation devant l'ambassade des États-Unis; nous avons clairement fait savoir à tous que Cuba n'est pas seule! Que le peuple cubain peut compter sur le soutien des communistes et du peuple grec dans sa lutte contre la nouvelle escalade de l'agressivité impérialiste, contre les mesures de ce blocus économique barbare.

Nous avons de nouveau organisé un rassemblement combatif devant l'ambassade des États-Unis, à la suite des poursuites engagées contre le chef de la Révolution cubaine, le général Raúl Castro. Nous intervenons au Parlement grec et les députés européens du KKE expriment leur solidarité militante avec Cuba, condamnant l'anticommunisme et la racaille contre-révolutionnaire que l'état-major de l'UE héberge au Parlement européen. Les organisations du KKE mènent des centaines d'initiatives dans toute la Grèce, à travers des manifestations, des rassemblements et des concerts, afin d'informer largement la population et de faire exprimer la solidarité du peuple grec envers Cuba.

Nous avons signé et diffusé un texte ayant déjà recueilli des milliers de signatures de travailleurs, de représentants du mouvement populaire et de personnalités de la vie publique du pays, sur Internet comme sur papier. Nous avons soumis ce texte à la signature des députés d'autres partis représentés à la Chambre des députés, et, outre les 21 députés du KKE, des dizaines d'autres l'ont déjà cosigné.

Nous soutenons les initiatives de l'Association gréco-cubaine d'amitié et de solidarité.

France : Solidarité avec Cuba ; brisons le blocus¹⁵



<https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/amerique-du-sud/3998-cuba-brisons-le-blocus>

FSM : journée mondiale contre le travail des enfants 2026

A l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants, la Fédération syndicale mondiale (FSM) souligne qu'environ 138 millions d'enfants sont encore victimes du travail des enfants dans le monde, dont près de 54 millions effectuent des travaux dangereux. Malgré les conventions internationales et les engagements solennels, des millions d'enfants continuent d'être privés d'éducation, de loisirs, de soins de santé et d'avenir. Le travail des enfants est souvent présenté comme une exception tragique, liée aux « pays pauvres » ou à un manque de contrôle. Or, il fait fondamentalement partie intégrante de la division internationale du travail propre au capitalisme. Là où la pauvreté est profonde, les salaires bas, la sécurité des familles précaire et le dysfonctionnement des écoles, les enfants sont contraints de travailler. Le capital n'a pas toujours besoin d'employer directement des enfants pour tirer profit du système. Il suffit que les chaînes d'approvisionnement mondiales reposent sur l'extrême pauvreté et une main-d'œuvre bon marché. La FSM soulignant le travail des enfants alimenté par la pauvreté, le faible niveau d'éducation et l'insécurité alimentaire. Ce constat est crucial. Les enfants ne travaillent pas par manque de moralité de leurs familles. Ils travaillent car leurs familles manquent de pouvoir, de revenus et de protection sociale. Quand une famille ouvrière ne peut survivre avec les salaires des adultes, le travail des enfants devient un moyen désespéré de pallier les carences d'un système brutal. Ceci révèle aussi l'hypocrisie de l'ordre capitaliste mondial. Les mêmes entreprises et les mêmes États se targuant de défendre les droits humains recherchent les coûts de production les plus bas possibles, des matières premières bon marché et un droit du travail laxiste. Résultat : le corps et le temps des enfants sont exploités dans les mines, l'agriculture, les usines, le travail domestique et l'économie informelle. Le travail des enfants persiste malgré les conventions démontre les limites des promesses juridiques sans un véritable pouvoir de classe. Les lois et les accords internationaux ont beau être importants, ils n'éradiquent pas la pauvreté et l'exploitation poussant les enfants à travailler. Tant que le capital exigera une main-d'œuvre bon marché et que les familles pauvres seront contraintes de lutter pour leur survie, le travail des enfants resurgira sous de nouvelles formes. La lutte contre le travail des enfants doit donc être une lutte pour les conditions de vie de la classe ouvrière : un salaire décent, l'éducation pour tous, la sécurité alimentaire, le logement, les soins de santé, des syndicats forts et la maîtrise de la production. La liberté des enfants commence lorsque leurs parents n'ont plus à choisir entre la faim et l'exploitation. Le travail des enfants n'est pas une relique du passé. Il est une réalité contemporaine du capitalisme. Il est donc impératif de combattre non par de vaines cérémonies, mais par une lutte des classes contre le système faisant du travail des enfants un rouage de la chaîne du profit.

Benladesh grèves

Les travailleurs de Benapole, le plus grand port terrestre du Bangladesh à la frontière avec l'Inde, ont lancé des grèves réclamant des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail et des mesures contre les abus des sous-traitants. Benapole est une plaque tournante du commerce entre le Bangladesh et l'Inde, et les perturbations qui y surviennent affectent les importations, les exportations et la circulation des marchandises dans toute la région. Deux syndicats du secteur de la manutention des marchandises sont à l'origine de ces revendications. Les travailleurs soulignent que les frais de manutention ont fortement augmenté ces dernières années, tandis que leurs salaires sont restés très bas.

Grèves en Corée du Sud

Une grève des conducteurs de camions-bétonnières dans la région de la capitale sud-coréenne paralyse des centaines de chantiers et menace le calendrier de plusieurs projets de semi-conducteurs stratégiques. Selon les informations disponibles, environ 8.000 conducteurs participent à ce mouvement, réclamant des augmentations

de salaire, des conventions collectives et de meilleures conditions de travail. La grève affecte les chantiers liés à Samsung Electronics et SK Hynix, deux des plus importants fabricants de semi-conducteurs au monde.

Fin de la grève à l'aéroport de Mayotte

Signature d'un protocole d'accord mettant fin à la grève entamée le samedi 13 juin à l'aéroport de Mayotte. Cet accord prévoit notamment une augmentation de 5% des salaires, le versement d'une prime d'intéressement minimale de 3.300 euros et des engagements pour l'amélioration des infrastructures, 35 millions d'euros vont être investis à l'aéroport de Mayotte. La question est de savoir si ces investissements vont se faire ?

[1 https://www.medef.com/uploads/media/node/0020/06/16678-reforme-rep.pdf](https://www.medef.com/uploads/media/node/0020/06/16678-reforme-rep.pdf)

[2](#) L'expression « **fonctionnaires du capital** » est utilisée dans la tradition marxiste pour désigner les personnes qui administrent, organisent ou font fonctionner le système capitaliste sans être nécessairement elles-mêmes les propriétaires du capital.

[3 https://www.expressions-francaises.fr/tomber-comme-a-gravelotte/](https://www.expressions-francaises.fr/tomber-comme-a-gravelotte/)

[4](#) UIMM : Union des Industries Métallurgiques et Minières

[5](https://www.ebra.fr/) Ebra groupe de presse : <https://www.ebra.fr/>

[6](#) KKE : Parti Communiste de Grèce

[7](#) Suite à son élection, l'édile Anne-Florence Bourat (Divers droite) a obtenu une hausse de son indemnité qui s'élève donc à 5.200 euros brut mensuel, votée en conseil municipal

[8](#) UIMM : Union des Industries Métallurgiques et Minières

[9 https://www.ici.fr/auvergne-rhone-alpes/puy-de-dome-63/greve-chez-flauraud-le-distributeur-de-pieces-automobiles-licencie-et-veut-fermer-neuf-magasins-7149350](https://www.ici.fr/auvergne-rhone-alpes/puy-de-dome-63/greve-chez-flauraud-le-distributeur-de-pieces-automobiles-licencie-et-veut-fermer-neuf-magasins-7149350)

[10](#) L'entreprise Technip FMC est spécialisée dans la fabrication de têtes de puits de pétrole et de gaz.

[11](#) L'entreprise emploie 3.500 salarié en France dont 2.800 dans la Pas-de-Calais

[12 https://fr.wikipedia.org/wiki/Conseil_r%C3%A9gional_de_Bretagne](https://fr.wikipedia.org/wiki/Conseil_r%C3%A9gional_de_Bretagne)

[13 https://fr.wikipedia.org/wiki/Mandature_2021-2028_du_conseil_r%C3%A9gional_d%27Occitanie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mandature_2021-2028_du_conseil_r%C3%A9gional_d%27Occitanie)

[14 https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lections_r%C3%A9gionales_de_2021_en_Nouvelle-Aquitaine](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lections_r%C3%A9gionales_de_2021_en_Nouvelle-Aquitaine)

[15 https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/amerique-du-sud/3998-cuba-brisons-le-blocus](https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/amerique-du-sud/3998-cuba-brisons-le-blocus)

Brochure :

" Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à : Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à : Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement